



## Chargés d'édition à franceinfo: TV la direction très loin du compte

Dans le cadre de la saisine sur les moyens et les conditions de travail des salariés de la partie TV de franceinfo, la situation des chargés d'édition fait l'objet d'un traitement particulier. Parmi les multiples problèmes posés par le fonctionnement de la chaîne, leurs très graves difficultés sont en effet particulièrement préoccupantes.

### **Une situation initiale catastrophique qui s'est encore dégradée l'année dernière**

Lors de la saison 2018-2019, les chargés d'édition du canal 27 sont à bout. Deux ans seulement après le lancement de l'offre d'information en continu du service public, ils dénoncent notamment :

- une insuffisance criante de postes qui se traduit par des cadences de travail épuisantes et par l'impossibilité récurrente de prendre la moindre pause
- leur condition professionnelle de femmes et d'hommes orchestres, devant remplir dans l'urgence quasi-permanente une multitude de tâches en dehors de tout cadre réglementaire
- une situation relationnelle délétère avec une partie de leurs responsables éditoriaux.

Devant l'expression légitime d'un mal-être profond, la réponse de la direction a été consternante : une nouvelle fiche de poste qui contient un éventail de fonctions plus large (qui ne couvre toujours pas la variété de leur activité et ne propose pas la moindre contrepartie) et surtout un allongement des vacances intégrant des pauses repas non comptabilisées dans leur temps de travail. Un comble pour ces salariés dont la prise de service se fait à 4 h du matin dans le cas de la vacation matinale et dont celle du soir s'achève à minuit (en semaine comme le weekend) !

Les conséquences de cette réponse catastrophique ne se sont pas faites attendre : dans ce service insuffisamment pourvu en effectifs permanents dès l'origine, l'épuisement s'est rapidement traduit par une explosion des arrêts de travail. Leur durée comme leur quantité, plusieurs mois pour le moment pour plus de 40% des salariés en CDI, sont particulièrement révélatrices du caractère intenable de leur situation.

### **Saisie par les organisations syndicales, la direction propose des aménagements marginaux**

Suite à une réunion extraordinaire de la CSSCT et à la démarche de saisine entamée par les organisations syndicales, la direction a fait plusieurs propositions. Si la création d'un poste de référent permet un dialogue de proximité, elle ne répond cependant pas à la question essentielle du rattachement hiérarchique des chargés d'éditions (ce service doit théoriquement être dépendre de la direction éditoriale de la chaîne ce qui n'est pas le cas en pratique). Mais surtout

la réponse à la question primordiale des effectifs est dérisoire au regard des besoins. En conséquence, après avoir été rejetées une première fois par les salariés, les solutions de planification alternatives revues par la direction restent inacceptables : elles n'apportent aucune réelle solution à leur situation alarmante.

### **Des moyens pour franceinfo: !**

La question des chargés d'édition est l'expression la plus aigüe des problèmes de moyens, et notamment d'effectifs, qui impactent l'ensemble des salariés de franceinfo. Insuffisamment pourvue dès l'origine, notamment dans sa composante éditoriale, cette équipe a dû faire face depuis sa création à une croissance constante de son activité. Cependant, l'augmentation marginale des « moyens humains » et les aménagements organisationnels opérés par la direction n'ont jamais permis de répondre sereinement à l'évolution de la chaîne.

Au centre d'un projet de mutualisation des moyens de l'audiovisuel public, les équipes techniques et éditoriales de FTV payent en plus le coût des économies à Radiofrance. Ils doivent désormais assurer en journée l'ensemble des flashes à la demi-heure désormais abandonnés par la maison ronde. Un avant-goût des pratiques à venir avec la création de la holding rassemblant l'ensemble des entités de l'audiovisuel public ?

Devant cette situation, qui réclame des solutions structurelles profondes et non des ajustements dérisoires, nous appelons la direction de France Télévisions à mettre enfin en adéquation les moyens de franceinfo TV avec les missions qu'elle lui assigne. Pour le moment ce sont les salariés qui payent la différence au prix de leur santé et ça suffit !

Paris, le 22 janvier 2020